DIAL 2427

CHILI - À l'occasion de la déclassification des documents de la CIA. Libre opinion sur le chili du temps de l'unité populaire.

Roberto Ampuero

vendredi 1er décembre 2000, mis en ligne par Dial

Nous publions ci-dessous une « libre opinion » sur la gauche chilienne au temps du président Allende, sa stratégie, ses jugements, sur le rôle joué par les États-Unis avec leur service de renseignements (la CIA), sur la droite et l'armée chilienne qui ont soutenu Augusto Pinochet dans son coup d'État et son régime dictatorial. Ce sont les événements vus « à distance » et selon un point de vue qui ne laissera sans doute aucun camp satisfait. Cet article de Roberto Ampuero, écrivain, paru dans La Tercera *du 19 novembre 2000 (Chili), est publié à l'occasion de la déclassification de milliers de documents détenus par la CIA sur cette période de l'histoire chilienne.*

La déclassification des archives secrètes de la CIA (Centrale de renseignement étasunienne) sur le Chili, a fini paradoxalement non seulement par corroborer la version de la gauche selon laquelle c'était une vaste conspiration internationale qui a renversé le gouvernement de Salvador Allende, mais aussi par accuser le général Augusto Pinochet d'être la figure dirigeante de la politique de violation des droits humains durant le régime militaire.

Ceux qui se sentent concernés par les documents de la principale agence d'espionnage du monde tentent de leur ôter leur crédibilité en alléguant qu'ils ont été déjà partiellement censurés et altérés. Mais méconnaître la validité de cette information - bien que la CIA ne se transforme pas pour autant en historien officiel de l'humanité et ne révèle pas les noms, prénoms et adresses de ses sources - constitue une argumentation faible et lamentable, qui a toute l'allure d'un prétexte.

Le va-et-vient prolongé entre la Maison Blanche et la CIA qui a précédé la déclassification nous permet de supposer que nous sommes devant une information authentique, recueillie dans les principaux milieux des événements du passé : la direction de l'Unité populaire (UP) et l'opposition, les activités des corporations et les délibérations militaires et, après le « Onze » [1], la Junte gouvernementale, ses appareils répressifs et le cercle immédiat autour de Pinochet.

Tandis que les archives confirment les assertions les plus manichéennes de la gauche sur cette étape, des secteurs du centre et de la droite de ce temps-là éprouvent un malaise car beaucoup considèrent que l'allié de jadis les a dénoncés injustement alors qu'il était même allé jusqu'à financer de ses dollars une partie de leurs activités.

J'imagine que Pinochet et ses collaborateurs doivent croire recevoir « le salaire du Chili » de la part des États-Unis qui aujourd'hui ne leur reconnaissent même pas le mérite d'avoir fait avorter en pleine guerre froide la naissance d'un second Cuba dans la région.

Quelques protagonistes des années soixante-dix commencent à crier au scandale et on voit émerger chez eux une tendance à recourir au rôle rebattu de victimes pour fuir leur responsabilité. L'idée pernicieuse selon laquelle dans les années soixante-dix nous avons été les victimes des autres pays - des États-Unis, de Cuba ou de l'Union soviétique - et non pas de nous-mêmes constitue en réalité une tentative de manipulation des faits pour oublier ainsi que la véritable cause de l'intervention politique extérieure au Chili était due à l'incapacité de notre classe politique d'agir de façon concertée et aux alliances que beaucoup scellèrent avec des intérêts étrangers pour imposer leurs projets politiques. À l'instar de Faust, ce sont eux qui invoquèrent les mauvais esprits et non l'inverse.

En prenant connaissance de ces documents aujourd'hui publics, on constate que ce qui a dominé au cours de ces années au Chili fut une sorte d'irresponsabilité généralisée parmi nos leaders civils et militaires, c'est-à-dire une incapacité à mesurer la portée de leurs décisions et de leurs actes.

La direction de gauche de l'époque, intoxiquée par la culture livresque et révolutionnaire de 68, les affiches du Che avec son béret, de Castro avec son cigare et du souriant « oncle Ho Chi Minh », ne fut peut être jamais pleinement consciente des répercussions nationales et internationales qu'aurait son projet d'opérer de profonds changements politiques et économiques. Elle fut incapable de mesurer dans toute son ampleur le fait que, en tentant de construire une société plus juste, elle ne subvertissait pas seulement l'ordre national, mais elle lançait aussi un défi à la division imposée au monde par la guerre froide, ce qui aurait entraîné des coûts élevés pour tout le pays. Cette gauche n'a pas réalisé qu'elle finirait par toucher un point sensible chez l'une des superpuissances qui luttait pour l'hégémonie mondiale. Son ingénuité, symbolisée par le vin et les *empanadas* qui se dégustaient en tournant le dos à la guerre froide, l'a empêchée de comprendre que les effets produits par sa rupture révolutionnaire dépasseraient les frontières nationales.

Les secteurs du centre et de la droite qui se sont unis contre Allende montrent également une irresponsabilité grave à la lumière des archives. Alarmés par les mesures politiques et économiques de l'Unité populaire, convaincus que celle-ci allait faire naître un autre Cuba, ils formèrent toutes sortes d'alliances afin de précipiter la fin du gouvernement de la gauche. Ils agirent comme si les conséquences en politique n'existaient pas et ils optèrent pour déstabiliser l'économie, frapper aux portes des casernes, rendre le pays ingouvernable et soutenir la « pacification » nationale comme si, après tout cela, le Chili aurait pu tourner tranquillement la page et continuer sa vie comme si de rien n'était.

Il est également consternant de voir dans ces documents la froideur implacable avec laquelle Pinochet a conduit les forces de sécurité durant son régime et jusqu'à la fin de celui-ci, y compris lorsque ses agents caressaient l'idée d'éliminer l'ancien président Patricio Aylwin moyennant une grosse bombe ou une substance chimique et décapiter ainsi l'opposition démocratique. Il ne reste plus qu'à imaginer que Pinochet a cru qu'en employant tous les moyens à sa portée pour éviter l'établissement d'un autre socialisme dans la région, il recevrait pour toujours un chèque en blanc des États-Unis.

Il est effrayant d'apprendre comment on planifiait et adoptait des mesures répressives extrêmes contre les personnes qui avaient seulement des opinions divergentes. Alors que dans des points de passage désolés de la frontière de Berlin toujours divisé par la guerre froide, la CIA et le KGB se réunissaient périodiquement pour échanger leurs espions prisonniers, dans notre pays des criminels à la solde de l'État torturaient, liquidaient et faisaient disparaître leurs compatriotes.

Il est frappant que Pinochet, homme rusé, ait confondu une coïncidence momentanée d'intérêts avec les États-Unis - empêcher l'avance de l'influence soviético-cubaine dans la région -avec une alliance perpétuelle. Et il est déprimant de constater qu'il a fallu la pression de Washington pour que le général respecte sa défaite lors du plébiscite, ne fasse pas sortir des tanks dans la rue et pour que le pays puisse passer à la démocratie.

À la lumière des documents déclassifiés, il semblerait qu'au cours de ces années-là, la seule organisation qui ait agi en accord avec les tâches qui lui furent confiées lors de sa création fut la CIA, dont la mission centrale - il ne faut pas se leurrer ni demander l'impossible - consistait à empêcher l'avance du communisme à l'échelle mondiale, protéger les intérêts des États-Unis et collecter toute information

pertinente pour son gouvernement.

Ni la gauche - séduite alors par un projet peut être non viable au milieu de la guerre froide -, ni les leaders du centre droit - qui ne regardèrent pas à la nature des alliances qu'ils faisaient pourvu qu'elles déstabilisent Allende -, ni Pinochet - qui a toléré les agissements criminels des agents de l'État à l'encontre des opposants -, aucun d'eux n'a fait la seule chose qui nous eût sauvé de ce qui s'est passé : mettre les intérêts du pays au-dessus de tous les autres.

Il n'y a aucun doute, ces archives sont le témoignage d'une période horrible et malheureuse que nous aurions préféré ne pas voir. Mais soyons francs, et reconnaissons que, en réalité, ce qui nous irrite le plus est que, de nos jours, la CIA ait mis devant nous un immense miroir où nous voyons notre propre visage.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 2427.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : *La Tercera*, novembre 2000.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - http://www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Le « Onze » : référence à la date du coup d'État de Pinochet, le 11 septembre 1973 (NdT).